

PANORAMA DU DISPOSITIF MÉDICAL

Chiffres clés et tendances

35,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires, plus de 90 000 emplois directs, 1 518 entreprises et 410 sites de production : le nouveau Panorama de l'industrie des dispositifs médicaux confirme, en France, le poids économique et industriel d'une filière qui continue d'avancer, mais demeure sous contraintes.

Le nouveau Panorama du Snitem, réalisé par ABGi avec le soutien de Bpifrance, livre une photographie contrastée du secteur du dispositif médical en France. La filière conserve un poids économique majeur avec un chiffre d'affaires de 35,7 milliards d'euros, en progression de 9,2 % depuis 2023 sur deux exercices cumulés. Elle représente 90 172 emplois directs et compte 1 518 entreprises, dont 95 % de TPE-PME, des données proches de celles de l'édition 2023.

UN TISSU INDUSTRIEL QUI RÉSISTE MAIS SE RECOMPOSE

Cette quasi-stabilité du nombre d'entreprises masque des mouvements importants : entre 2023 et 2025, 68 entreprises ont quitté le marché pour cause de liquidation ou de cessation d'activité. Au total, le nombre de liquidations a progressé de 145 % durant cette période.

Parallèlement, le renouvellement entrepreneurial se poursuit, avec la création de 40 entreprises. Plusieurs rapprochements et acquisitions ont également été recensés dans le Panorama, notamment dans le secteur cardiovasculaire, de l'orthopédie reconstructrice et de l'imagerie médicale portée par l'intelligence artificielle. C'est l'un des changements de physionomie intéressants de cette édition : en 2025, l'e-santé et les logiciels ayant le statut de dispositifs médicaux représentent 12,3 % des types de produits commercialisés, devant le diagnostic *in vitro* (9,7 %).

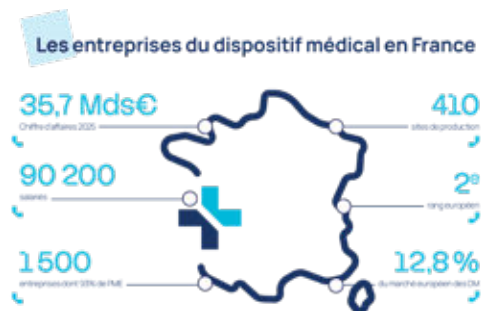
Le Panorama confirme également l'ancrage industriel de la filière : avec 410 sites de production, contre 408 en 2023, l'appareil productif se maintient.

Plus d'un quart des entreprises françaises produisant en propre ont ouvert un site au cours des cinq dernières années, contre 3,8 % qui en ont fermé un récemment.

RÈGLEMENT EUROPÉEN ET ACCÈS AU MARCHÉ

Plusieurs indicateurs s'améliorent en apparence : la part des entreprises ayant engagé de nouvelles dépenses liées au règlement européen sur les DM (MDR, en anglais) passe de 79 % à 72 % ; les arrêts de commercialisation envisagés reculent de 51 % à 41 % ; les demandes de transition pour mise en conformité avec le règlement passent de 82 % à 71 %. Mais le Panorama attribue cette détente au report des échéances à 2027-2028 et non à une amélioration de fond des conditions. Ainsi, 26 % des industriels interrogés estiment que le MDR menace la pérennité de leur outil de production en France.

Le sujet prend désormais une dimension particulière pour l'innovation : les témoignages recueillis montrent que, dans certaines entreprises, une part importante des ressources de R&D est mobilisée par la conformité réglementaire. Au-delà du MDR, l'accès au marché préoccupe de plus en plus d'entreprises. Cette difficulté se traduit dans les délais entre le marquage CE et la commercialisation effective en France.



Consultez le Panorama :

<https://www.snitem.fr/actualites-et-evenements/evenements-du-dm/panorama-de-la-filiere-dm/>



L'INTERNATIONAL COMME RELAIS DE CROISSANCE

Face à ces contraintes, les entreprises regardent de plus en plus au-delà du marché français. Soixante-sept pour cent des répondants identifient le développement international comme leur premier moteur de croissance, contre 33 % pour la France et 73 % envisagent de conquérir de nouveaux marchés export dans les deux prochaines années. Par ailleurs, la consolidation devrait se poursuivre : 30 % des entreprises envisagent une acquisition dans les cinq prochaines années contre 22 % qui en ont réalisé une au cours des trois dernières années.



Olivier Chabanon

Directeur délégué plan French Care
Bpifrance

« Bpifrance joue un rôle actif sur toute la chaîne de valeur de l'innovation en santé et particulièrement dans les MedTech, depuis la création des entreprises jusqu'à leur industrialisation. L'an dernier, 160 millions d'euros ont été mobilisés pour financer l'innovation dans les MedTech, auxquels s'ajoutent nos investissements et nos dispositifs d'accompagnement.

Notre ambition est de continuer à soutenir cette filière, notamment grâce au plan Deeptech, mais aussi d'accompagner le passage des entreprises à l'échelle. Nous voulons renforcer l'empreinte industrielle française en aidant ces entreprises à produire et investir en France, et à ouvrir de nouvelles unités de fabrication. Nous voulons rendre ces entrepreneurs plus visibles. C'est tout le sens de la communauté French Care, notre "coq blanc" qui rassemble entrepreneurs, soignants, chercheurs et professionnels de santé pour décroisser le secteur, créer des passerelles et stimuler de nouvelles collaborations.

C'est pourquoi ce Panorama est essentiel : nous avons besoin de données factuelles pour mesurer la dynamique de la filière, rendre visibles ses forces et ses défis, et éclairer la puissance publique. La santé reste une préoccupation majeure des Français et doit être davantage présente dans le débat public ».



Dominique Carlac'h

Vice-présidente
ABGi France

« Cette nouvelle édition du Panorama du Snitem montre un changement de diagnostic.

La filière du dispositif médical reste solide en France, mais elle se polarise : les entreprises fortes se consolident, les plus fragiles disparaissent, les PME industrielles classiques sont sous pression. Autre évolution majeure : l'e-santé dépasse désormais le diagnostic in vitro. Le centre de gravité de la valeur bascule vers le logiciel et la donnée, alors que le cadre réglementaire et l'accès aux données de santé restent des freins à la compétitivité.

Mais le changement de fond, c'est que les difficultés deviennent moins réglementaires et davantage économiques.

La pression du MDR reste forte, avec des coûts particulièrement lourds pour les PME et ETI, mais le premier frein cité par les industriels est désormais l'accès au remboursement.

Les entreprises innovent, apportent des bénéfices en matière de qualité de vie, de parcours de soins, de réduction des coûts, mais considèrent que cette valeur n'est pas suffisamment rémunérée.

La France reste donc une terre d'innovation, avec une filière qui exporte et emploie plus de 90 000 personnes, mais avec des conditions d'exploitation jugées dégradées pour la troisième édition consécutive. Et pourtant, 100 % des dirigeants interrogés veulent continuer d'opérer en France.

Cet attachement est notre chance. Sans réforme rapide de l'accès au marché, du cadre numérique et du financement du scale-up, le risque est celui d'un incubateur géant dont la valeur serait captée ailleurs. Les réponses sont sur la table : pluriannualité tarifaire, réforme du parcours d'accès au marché, préférence européenne dans la commande publique, cadre adapté à l'IA ».